

RCS : DIJON Code greffe : 2104

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de DIJON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 00356 Numéro SIREN : 444 329 346 Nom ou dénomination : ALDI BEAUNE

Ce dépôt a été enregistré le 17/07/2019 sous le numéro de dépôt 8549

COFFRA

ALDI BEAUNE S.A.R.L.

Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2018

COMPAGNIE FIDUCIAIRE FRANCO-ALLEMANDE

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris

155, Bd Haussmann - 75008 Paris

Tél. : +33 (0)1 43 59 33 88 - Fax : +33 (0)1 45 63 93 59

SAS au capital de 100 000 €

An independent member firm of

MOORE STEPHENS
INTERNATIONAL LIMITED

ALD-580-017-19-SC-RAP



AUDIT

Paris, le 28 mai 2019

A l'Associé unique

ALDI BEAUNE
Société à Responsabilité Limitée
Beaune

Monsieur,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ALDI BEAUNE S.A.R.L. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

▪ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations concernant les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les stocks.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié d'une part, le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et d'autre part, nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nous avons également procédé à l'appréciation des approches retenues par la société décrites dans l'annexe concernant la détermination des dépréciations et des provisions, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Gérant et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

**Responsabilités
de la direction et
des personnes
constituant le
gouvernement
d'entreprise
relatives aux
comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

**Responsabilités
du Commissaire
aux comptes
relatives à
l'audit des
comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes
Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

représenté par



Andréas Johst
Associé



Yann Goineau
Associé

Annexes

Les comptes annuels sont numérotés de la page C1 à la page C17

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	57 978	49 091	8 888	403 557
Fonds commercial	7 646 693	747 693	6 899 000	6 899 000
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	7 704 671	796 784	6 907 888	7 302 557
Terrains				
Constructions	6 708 499	3 711 878	2 996 621	3 057 598
Installations techniques, matériel	7 012 861	5 764 751	1 248 110	1 305 345
Autres immobilisations corporelles	24 451 244	16 692 704	7 758 540	6 512 055
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	38 172 605	26 169 334	12 003 271	10 874 998
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	140 411		140 411	140 411
TOTAL immobilisations financières	140 411		140 411	140 411
Total Actif Immobilisé (II)	46 017 687	26 966 117	19 051 570	18 317 965
Matières premières, approvisionnements	298 073		298 073	245 603
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	15 320 200	164 695	15 155 506	14 411 177
TOTAL Stock	15 618 274	164 695	15 453 579	14 656 779
Avances et acomptes versés sur commandes	40 754		40 754	2 232
Clients et comptes rattachés	278 064	49 408	228 657	194 760
Autres créances	12 642 011		12 642 011	8 337 435
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	12 920 076	49 408	12 870 668	8 532 194
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	563 261		563 261	524 983
TOTAL Disponibilités	563 261		563 261	524 983
Charges constatées d'avance	259 125		259 125	280 856
TOTAL Actif circulant (III)	29 401 490	214 102	29 187 388	23 997 045
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (VI)				
Total Général (I à VI)	75 419 177	27 180 219	48 238 957	42 315 010

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :10 199 000,00)	10 199 000	10 199 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 064 799	1 064 799
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	737 897	737 897
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves	737 897	737 897
Report à nouveau	-538 579	308 100
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 498 094	-846 679
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	687 426	785 166
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	13 648 637	12 248 283
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	760 706	611 244
Provisions pour charges	152 869	152 869
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	913 575	764 113
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 803 303	1 182 362
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	404 056	420 634
TOTAL Dettes financières	4 207 359	1 602 996
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	504	6 940
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 735 325	21 180 502
Dettes fiscales et sociales	6 343 487	6 171 928
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 597	18 848
Autres dettes	387 023	320 860
TOTAL Dettes d'exploitation	29 468 936	27 699 078
Produits constatés d'avance	450	540
TOTAL DETTES (IV)	33 676 745	29 302 614
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	48 238 957	42 315 010

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	245 431 770		245 431 770	231 528 888
Production vendue biens	54 944		54 944	154 984
Production vendue services	361 231		361 231	332 022
Chiffres d'affaires nets	245 847 945		245 847 945	232 015 894
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			360 235	376 779
Autres produits			214 634	222 165
Total des produits d'exploitation (I)			246 422 814	232 614 837
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			186 243 750	177 304 903
Variation de stock (marchandises)			-845 724	91 828
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			1 332 978	1 202 753
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-52 471	20 555
Autres achats et charges externes			26 540 868	24 502 402
Impôts, taxes et versements assimilés			2 883 127	2 703 101
Salaires et traitements			18 060 978	17 138 754
Charges sociales			5 736 554	5 202 756
			2 637 341	2 727 447
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements Dotations aux provisions		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	214 102	119 275
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	278 415	657 534
Autres charges			1 867 636	1 655 377
Total des charges d'exploitation (II)			244 897 554	233 326 686
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			1 525 261	-711 849
Bénéfice attribué ou perte transférée		(III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré		(IV)		
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			54 710	53 416
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			54 710	53 416
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			27 827	7 615
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			27 827	7 615
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			26 883	45 801
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			1 552 143	-666 047

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	486 960	101 597
Produits exceptionnels sur opérations en capital	118 688	25 817
Reprises sur provisions et transferts de charges	191 459	265 126
Total des produits exceptionnels (VII)	797 107	392 540
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	80 965	22 693
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 205	26 706
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	765 987	523 772
Total des charges exceptionnelles (VIII)	851 157	573 171
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-54 050	-180 631
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	247 274 631	233 060 793
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	245 776 537	233 907 471
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	1 498 094	-846 679

ALDI BEAUNE SARL – 1 rue Lavoisier – ZAC de la porte de Beaune -21200 Beaune

INFORMATIONS GENERALES

Cette annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice couvrent la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2018 et ont été arrêtés par le gérant de la société.

L'activité de la société est l'exploitation de magasins de distribution de type «supermarché».

Les états financiers de la société sont consolidés dans les états financiers d'ALDI SARL, 13 rue Clément Ader, 77230 Dammartin en Goële.

EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société Aldi Beaune SARL a ouvert 1 magasin et fermé aucun magasin, pour un total de 69 magasins exploités au 31 décembre 2018. En outre :

- 1 magasin a fait l'objet d'un transfert ;
- 1 magasin a fait l'objet d'une reconstruction ;
- Aucun magasin n'a fait l'objet d'un agrandissement.

1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles édictées par le Plan Comptable Général et le Code de Commerce (art. L 123-12 à L 123-24 et R 123-172 à R 123-199-1).

1.2 Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'a été effectué sur l'exercice.

1.3 Changement de présentation

Aucun changement de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.4 Dérogations aux principes généraux

L'établissement des états financiers n'a donné lieu à aucune dérogation à l'application des principes comptables.

1.5 Méthodes d'évaluation appliquées aux postes du bilan et du compte de résultat

1.5.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition des biens qui englobe le prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

2/9

déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ainsi que tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction. Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la production d'un actif immobilisé éligible sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles et corporelles, autres que les fonds de commerce et les terrains, sont amorties linéairement sur les durées d'utilisation suivantes :

Nature	Durée (ans)
Logiciels	3 à 10
Constructions	10 à 20
Installations générales et agencements	5 à 10
Matériel d'entrepôt et de magasin	5 à 10
Matériel de transport VL	4 à 5
Matériel de transport PL	8 et 12
Matériel de bureau	4 à 10
Mobilier de bureau	10
Mobilier de magasin	10

Lors de la clôture des comptes annuels, les éléments constitutifs du poste fonds commercial font l'objet d'un examen attentif quant à leur valorisation, leur origine et leur durée d'utilisation.

Aucun des éléments constitutifs du poste « Fonds commercial » n'a été identifié comme ayant une durée d'utilisation limitée. Par conséquent, un test de dépréciation est effectué à la fin de chaque exercice afin de déterminer leur valeur actuelle.

Pour les fonds de commerce rattachés à l'exploitation des magasins, ce test de dépréciation se fonde sur les prévisions de cash-flows générés par chaque point de vente, ainsi que sur des paramètres financiers cohérents avec l'activité de l'entreprise et son secteur d'activité (taux de rentabilité attendue, évolution du chiffre d'affaires et de la marge, etc.). Si la valeur actuelle devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée, qui ne pourra être reprise qu'en cas de sortie de l'actif concerné.

1.5.2 Créances et dettes

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale et les dettes à leur valeur de remboursement.

Les créances font, le cas échéant, l'objet d'une dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement attendues d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

1.5.3 Stocks

Les stocks sont évalués en utilisant la méthode du prix de détail, c'est-à-dire que le coût des stocks est déterminé en déduisant de la valeur de vente des stocks le pourcentage approprié de marge brute et de frais de commercialisation.

Une dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur probable de réalisation (par exemples les articles soldés) est inférieure au coût déterminé d'après la méthode du prix de détail.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

3/9

1.5.4 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, si une obligation existe à la date de clôture et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Conformément aux méthodes retenues par le groupe ALDI, les engagements pour indemnités de fin de carrière sont mentionnés en engagements hors bilan.

2. NOTES SUR LE BILAN**2.1 Actif immobilisé****2.1.1 Valeurs brutes**

Les mouvements des valeurs brutes sont présentés dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.1.2 Amortissements et dépréciations

Les mouvements des amortissements et des dépréciations sont présentés dans deux tableaux figurant à la fin de cette annexe.

2.1.3 Fonds de commerce

Le poste « Fonds commercial », dont la valeur nette comptable s'élève à 6.899.000€, se décompose de la manière suivante :

	Val brute K€	Dépré. K€	VNC K€
Droit au bail	570		570
Fonds de commerce acquis			
Fonds de commerce reçus en apport à la valeur réelle			
Fonds de commerce reçus en apport à la VNC	7.076	747	6.329
Total	7.646	747	6.899

2.2 Actif circulant**2.2.1 Stocks**

Les stocks bruts se décomposent comme suit

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Marchandises	15.320	14.475
Combustible	36	45
Emballages	118	91
Fournitures consommables	144	109
Total	15.618	14.720

Une dépréciation de stock de marchandises à hauteur de 165 K€ a été constatée en 2018.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

4/9

2.2.2 Créances

La décomposition des créances ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.3 Charges constatées d'avance

	31 décembre N K€
Loyers et charges locatives	232
Autres	27
Total	259

2.4 Produits à recevoir

	31 décembre N K€
Factures à établir	4
Fournisseurs – avoirs à recevoir	2.178
Personnel – produits à recevoir	
Organismes sociaux – produits à recevoir	
Etat – produits à recevoir	
Divers – produits à recevoir	
Total	2.182

2.5 Capitaux propres**2.5.1 Capital social**

Le capital social, d'un montant de 10.199.000 euros, est composé de 50.995 parts d'une valeur nominale de 200 euros chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

2.5.2 Variation des capitaux propres

	K€
Capitaux propres au 31 décembre N-1	12.248
Variation des provisions réglementées	-98
Dividendes versés	
Augmentation/ réduction du capital social	
Résultat de l'exercice	1.498
Capitaux propres au 31 décembre N	13.648

Les provisions réglementées concernent des amortissements dérogatoires. Ceux-ci comprennent l'écart éventuellement constaté entre l'amortissement selon les durées d'utilisation pratiquées par la société et l'amortissement selon les durées d'usage en application des règles fiscales, ainsi que la différence entre le mode linéaire pratiqué par la société et le mode dégressif fiscal.

2.6 Provisions

La variation des provisions est présentée dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

5/9

Les reprises de l'exercice d'un montant de 129 K€ comprennent des montants utilisés au cours de l'exercice pour 125 K€ et des montants non utilisés repris au cours de l'exercice qui s'élèvent à 4 K€.

2.7 Dettes

La décomposition des dettes ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.8 Charges à payer

	31 décembre N K€
Intérêts courus à payer	138
Factures non parvenues	6.485
Personnel – charges à payer	1.740
Organismes sociaux – charges à payer	882
Etat – charges à payer	1.804
Clients – avoirs à établir	0
Divers – charges à payer	0
Total	11.049

2.9 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance concernent la refacturation en 2018 de frais relatifs à l'exercice 2019.

3. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires hors taxes se répartit comme suit :

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Ventes de marchandises	245.432	231.529
Refacturations diverses - biens	55	155
Refacturation diverses - services	361	332
Total	245.848	232.016

3.2 Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

En tant qu'entité soumise à l'impôt sur les sociétés, la société est éligible au CICE. A ce titre, un crédit d'impôt de 875 K€ a été comptabilisé au compte de résultat pour l'exercice 2018. Conformément aux préconisations de l'Autorité des normes comptables, ce crédit d'impôt a été comptabilisé en diminution du poste « charges sociales ».

3.3 Résultat financier

	K€
Produits financiers	55
Escomptes reçus	48
Produits d'intérêts financiers	7
Autres produits financiers	
Charges financières	-28
Charges d'intérêts financiers	-28
Autres charges financières	
Résultat financier	27

3.4 Résultat exceptionnel

	K€
Produits exceptionnels	797
Sur opération de gestion	487
Reprises sur amortissements dérogatoires	167
Autres reprises de provisions exceptionnelles	24
Produits de cessions d'immobilisations	46
Produits exceptionnels divers	73
Charges exceptionnelles	-851
Sur opération de gestion	-81
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	-650
Dotations aux amortissements dérogatoires	-70
Autres dotations aux provisions exceptionnelles	-50
Charges exceptionnelles diverses	
Résultat exceptionnel	-54

3.5 Impôt sur les sociétés

La société fait partie du périmètre d'intégration fiscale de la société Aldi SARL.

Le résultat fiscal de la société est déterminé comme si elle n'était pas intégrée fiscalement. De ce fait, elle verse à la société intégrante les acomptes, le solde d'impôt sur les sociétés et les contributions additionnelles comme si elle n'appartenait pas à ce périmètre d'intégration fiscale.

Il s'en suit notamment que le déficit fiscal subi au cours d'un exercice est reportable dans les conditions de droit commun et viendra s'imputer sur le bénéfice fiscal dégagé au cours des exercices futurs.

3.5.1 Répartition de l'impôt entre le résultat courant et exceptionnel

Néant

3.5.2 Décalages d'impôt

	Base d'IS K€	IS (31%) K€
Provisions à réintégrer ultérieurement :		
Amortissements dérogatoires	687	213
Charges non déductibles temporairement :		
Organic	-358	-111
Tascom	-618	-192
Total	-289	-90

3.6 Transferts de charges

	K€
Transfert de charges d'exploitation	8
Transfert de charges de personnel	93
Remboursement de frais de formation	7
Indemnités d'assurance	4
Total	112

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

8/9

4. AUTRES INFORMATIONS**4.1 Effectif moyen**

	Personnel salarié
Ingénieurs et cadres	97,24
Agents de maîtrise	123,48
Employés	390,85
Total	611,57

4.2 Engagements hors bilan**4.2.1 Engagement en matière d'indemnités de fin de carrière**

	K€
Cadres	851,89
Non cadres	729,41
Total droits cumulés	1.581,30

Les engagements d'indemnités de fin de carrière ont été calculés selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées, conformément à la norme FAS 87, avec l'hypothèse d'un départ volontaire à la retraite à 65 ans, en tenant compte d'un taux d'inflation de 1.84% et d'un taux d'actualisation de 0.56%, la convention collective nationale de référence étant celle du commerce à prédominance alimentaire (n° 3305).

4.2.2 Engagements de crédit-bail

Néant

4.2.3 Autres engagements

	K€
Engagements donnés	
Cautions accordées	
Garanties données	
Engagements donnés à l'égard d'entités liées	
Total	

	K€
Engagements reçus	
Cautions bancaires reçues	207
Garanties bancaires reçues	
Engagements reçus à l'égard d'entités liées	3
Total	210

4.3 Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée. Elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

4.4 Transactions avec des parties liées

La société étant détenue en totalité par le groupe Aldi, elle est par conséquent dispensée de fournir une information concernant les transactions avec les parties liées visées à l'article 833-16 du Plan comptable général.

Immobilisations

Cadre A		IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			8 099 340		8 888
Terrains		Dont composants			
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui		5 665 416		342 188
	Inst. gales, agenc. et am. des constructions		717 912		15 898
Installations techniques, matériel et outillage industriels			6 714 448		400 195
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		17 248 640		3 221 682
	Matériel de transport		3 290 038		0
	Matériel de bureau et mobilier informatique		1 681 150		58 568
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL (III)			35 317 604		4 038 530
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières			140 411		
TOTAL (IV)			140 411		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			43 557 355		4 047 418

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			403 557	7 704 671	
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui		23 162	5 984 442	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		9 752	724 058	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			101 782	7 012 861	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		746 999	19 723 323	
	Matériel de transport		250 926	3 039 112	
	Matériel de bureau et mobilier informatique		50 908	1 688 810	
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL (III)			1 183 529	38 172 605	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières				140 411	
TOTAL (IV)				140 411	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			1 587 086	46 017 687	

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		796 784			796 784		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui	2 570 481	343 104	12 981	2 900 605		
	Installations générales, agencements	556 475	38 237	8 347	586 364		
Installations techniques, matériels et outillages		5 409 103	446 329	90 681	5 764 751		
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	12 174 528	1 444 868	527 111	13 092 285		
	Matériel de transport	2 116 717	296 671	246 721	2 166 667		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 416 528	68 131	50 908	1 433 751		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		24 243 831	2 637 341	936 748	25 944 424		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		25 040 615	2 637 341	936 748	26 741 208		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentie l de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab.							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport	70 100			167 840			-97 740
Mat bureau							
Emball.							
CORPO.	70 100			167 840			-97 740
Acquis. de titres							
TOTAL	70 100			167 840			-97 740
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	785 166	70 100	167 840	687 426
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	785 166	70 100	167 840	687 426
Provisions pour litige		16 000		16 000
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts	152 869			152 869
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	611 244	262 415	128 953	744 706
TOTAL (II)	764 113	278 415	128 953	913 575
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles	198 775	49 755	23 620	224 909
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks	63 300	164 695	63 300	164 695
Provisions sur comptes clients	55 975	49 408	55 975	49 408
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	318 050	263 857	142 895	439 012
TOTAL GENERAL (I + II + III)	1 867 329	612 371	439 687	2 040 013
Dont dotations et reprises d'exploitation		492 517	248 227	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		119 854	191 459	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations							
Prêts							
Autres immobilisations financières				140 411		140 411	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				140 411		140 411	
Clients douteux ou litigieux				92 137	92 137		
Autres créances clients				185 927	185 927		
Créances représentatives de titres prêtés				Prov pour dép ant constitués.			
Personnel et comptes rattachés					35 921	35 921	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux							
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			697 043	697 043		
	Taxe sur la valeur ajoutée						
	Autres impôts						
	Etat - divers						
Groupes et associés				9 705 607	9 705 607		
Débiteurs divers				2 203 441	2 203 441		
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				12 920 076	12 920 076		
Charges constatées d'avance				259 125	233 648	25 477	
TOTAL DES CREANCES				13 319 612	13 153 724	165 888	
Prêts accordés en cours d'exercice							
Remboursements obtenus en cours d'exercice							
Prêts et avances consentis aux associés							
Cadre B		Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles							
Autres emprunts obligataires							
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				3 803 303	3 803 303		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine							
Emprunts et dettes financières divers				404 056	404 056		
Fournisseurs et comptes rattachés				22 735 325	22 735 325		
Personnel et comptes rattachés				1 970 158	1 970 158		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				2 030 101	2 030 101		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			539 151	539 151		
	Taxe sur la valeur ajoutée						
	Obligations cautionnées						
	Autres impôts						
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				2 597	2 597		
Groupes et associés							
Autres dettes				387 023	387 023		
Dette représentative de titres empruntés							
Produits constatés d'avance				450	450		
TOTAL DES DETTES				33 676 241	33 676 241		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					Emprunts auprès des associés		
Emprunts remboursés en cours d'exercice					personnes physiques		

ALDI BEAUNE
Société à Responsabilité Limitée au capital de 10.199.000 euros
Siège Social : 1, rue Lavoisier – ZAC de la Porte de Beaune
21200 Beaune
444 329 346 RCS Dijon

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 28 JUIN 2019

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018
PROPOSEE ET VOTEE PAR L'ASSOCIE UNIQUE LE 28 JUIN 2019

DEUXIEME DECISION

L'associé unique approuve la proposition de la gérance et après avoir constaté que les comptes de l'exercice font apparaître un bénéfice net comptable de 1.498.094 euros, décide de l'affecter de la façon suivante :

Bénéfice de l'exercice 1.498.094 euros

A l'apurement total du report à nouveau déficitaire 538.579 euros

Le solde, soit 959.515 euros

Dotation à la réserve légale
à hauteur de 5 % 47.976 euros

Le solde, soit 911.539 euros

A la distribution d'un dividende brut de 800.000 euros

Le solde, soit 111.539 euros
en totalité au poste « Report à Nouveau »

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'associé unique constate, dans le cadre de la distribution de dividendes qui vient d'être décidée, que le montant total des revenus distribués, soit 800.000 euros, n'est pas éligible à la réfaction de 40% mentionnée au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts.

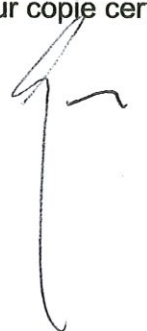
Le paiement des dividendes sera effectué à compter de ce jour.

6

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'associé unique rappelle que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Revenus éligibles à la réfaction de 40%	Revenus non éligibles à la réfaction de 40%
31 décembre 2017	0 €	0 €
31 décembre 2016	0 €	1.000.000 €
31 décembre 2015	0 €	0 €

Pour copie certifiée conforme
La Gérance

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'L' shape with a horizontal bar at the top and a vertical line extending downwards, ending in a small hook.

